

SOMMAIRE

Avant-propos	3
Sommaire.....	5
Abréviation.....	15
Introduction	17
CHAPITRE I – OBJET ET NATURE DU DROIT INTERNATIONAL DE L'ENVIRONNEMENT	
L'ENVIRONNEMENT	
L'ENVIRONNEMENT	
I. Finalité du droit international de l'environnement	25
II. La nature, sujet ou objet de droit ?	30
Indications bibliographiques	33
CHAPITRE II – NAISSANCE ET EVOLUTION DU DROIT INTERNATIONAL DE L'ENVIRONNEMENT	
L'ENVIRONNEMENT	
I. La préhistoire du droit international de l'environnement	37
II. La formation du droit international de l'environnement	40
III. De Stockholm à Rio de Janeiro.....	44
IV. La Conférence de Rio de Janeiro	51
A. Déclaration de Rio de Janeiro.....	52
B. Agenda 21.....	53
C. Déclaration sur les forêts	53
V. Le développement du droit de l'environnement depuis la Conférence de Rio	54
A. Reconnaissance de l'importance de la protection de l'environnement.....	54
B. Influence directe des instruments adoptés à Rio de Janeiro.....	55
C. Développement de la réglementation internationale dans les principaux secteurs de l'environnement	55
1. Réglementation relative à l'environnement marin.....	55
2. Protection des eaux continentales.....	56
3. Protection de l'atmosphère et du climat	56
4. Protection de la nature et de la vie sauvage.....	57
5. Protection des sols	57
D. De la réglementation des sources de détérioration de l'environnement à une méthode intégrée de protection	57
E. Renforcement du rôle des acteurs non étatiques	58
Indications bibliographiques	59

CHAPITRE III – LES SOURCES DU DROIT INTERNATIONAL DE L'ENVIRONNEMENT	61
I. Conventions internationales.....	62
A. Importance des mesures d'application.....	62
B. Mécanismes permanents de coopération	63
C. Contrôle sur l'application de traités.....	64
D. Procédures allégées pour modifier des traités	66
E. Fréquence de mesures programmatoires.....	67
F. Utilisation de conventions-cadre.....	68
II. Droit international coutumier	68
III. Principes généraux du droit reconnus par les nations civilisées.....	70
IV. Décisions judiciaires et doctrine des publicistes les plus qualifiés des différentes nations	71
V. Nouvelles sources de droit	72
A. Résolutions obligatoires pour les Etats membres	73
1. Conseil de sécurité.....	73
2. Organisation de coopération et de développement économiques – (OCDE).....	73
3. Communauté européenne	74
B. Résolutions non obligatoires pour les Etats membres	75
1. Recommandations-directives.....	75
2. Programmes d'action.....	75
3. Recommandations déclaratoires	76
Indications bibliographiques	78
CHAPITRE IV – LES ACTEURS DU DROIT INTERNATIONAL DE L'ENVIRONNEMENT	79
I. Organisations internationales intergouvernementales	79
A. Fonctions	80
1. Recherche	80
2. Echange d'informations.....	81
3. Fonctions réglementaires.....	81
4. Contrôle de l'application des règles	81
5. Gestion de ressources naturelles.....	82
6. Répartition des tâches.....	82
B. Organisations mondiales.....	83
1. Organisation des Nations unies	83
a. Assemblée générale.....	83
b. Conseil de sécurité.....	84
c. Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE)	84
i. Evaluation	86
ii. Gestion de l'environnement.....	87
d. Commission de développement durable	89
e. Commission du droit international	90
f. Cour internationale de justice	91

SOMMAIRE

2. Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).....	91
3. Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).....	92
4. Organisation mondiale de la santé (OMS).....	95
5. Organisation météorologique mondiale (OMM).....	95
6. Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).....	96
7. Organisation maritime internationale (OMI).....	97
8. Autres institutions spécialisées de l'ONU.....	98
9. Agence internationale pour les énergies renouvelables.....	99
10. Institutions financières internationales.....	99
a. Banque mondiale.....	100
b. Fonds monétaire international.....	101
c. Fonds pour l'environnement mondial (FEM).....	101
d. Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD).....	102
e. Autres institutions.....	102
C. Organisations régionales.....	102
1. Commission économique des Nations unies pour l'Europe.....	103
2. Conseil de l'Europe.....	105
3. Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).....	107
4. Communauté européenne.....	108
5. L'Union africaine (UA).....	115
6. Accord de libre-échange nord-américain.....	115
II. Organisations non gouvernementales.....	116
A. Union mondiale pour la nature (UICN).....	116
B. Fonds mondial pour la nature (WWF).....	118
III. Individus : le droit à l'environnement.....	119
Indications bibliographiques.....	126
CHAPITRE V – PRINCIPES ET CONCEPTS DU DROIT INTERNATIONAL DE L'ENVIRONNEMENT.....	129
I. L'approche traditionnelle : les pollutions transfrontières.....	129
A. Définition de la pollution transfrontière.....	129
1. Pollution ou effets sur l'environnement ?.....	130
2. La portée de l'adjectif « transfrontière ».....	132
B. Solutions découlant du droit international général.....	133
1 La prétention de l'Etat pollueur à la souveraineté absolue.....	133
2. Le droit de l'Etat de ne pas subir des dommages.....	133
3. La règle interdisant l'abus de droit.....	133
4. La solution du problème par la jurisprudence internationale.....	134

II. Les principes fondamentaux du droit international de l'environnement	141
A. Souveraineté et respect de l'environnement à l'extérieur des limites de la juridiction nationale	141
B. Devoir de tous les Etats de conserver l'environnement et les ressources naturelles	143
C. Coopération internationale pour protéger l'environnement.....	146
D. Devoir d'information sur les activités pouvant exercer des effets néfastes sur l'environnement à l'étranger	149
E. Principe de prévention	152
1. Evaluation des activités prévues.....	152
2. Surveillance de l'état de l'environnement	154
F. Principe de précaution.....	156
G. Coopération en cas de situation critique.....	158
1. Information des Etats pouvant être affectés.....	158
2. Assistance en cas de situation critique;	160
H. Coopération internationale et droit des individus.....	162
I. Le principe du pollueur-payeur.....	164
III. Concepts.....	165
A. Intérêt général de l'humanité.....	165
B. Patrimoine commun de l'humanité.....	168
C. Droit des générations futures	171
D. Responsabilités communes mais différenciées.....	172
Indications bibliographiques	174
 CHAPITRE VI – TECHNIQUES JURIDIQUES SPECIALES DU DROIT DE L'ENVIRONNEMENT	 177
I. Réglementation.....	177
A. Normes et pratiques recommandées	177
1. Les normes de qualité.....	177
2. Les normes d'émission	178
3. Les normes de procédé	178
4. Les normes de produit	179
B. Interdictions et limitations	180
C. Etude d'impact.....	183
II. Instruments économiques.....	187
Indications bibliographiques	188
 CHAPITRE VII – LA PROTECTION DES ELEMENTS DE L'ENVIRONNEMENT	 191
I. La protection des sols et de la forêt	191
A. L'érosion des sols.....	192
B. La désertification	194
C. La protection de la forêt.....	196

SOMMAIRE

II. La protection et la préservation du milieu marin.....	203
A. La lutte spécifique contre la pollution	207
1. Lutte contre les pollutions venues de mer	207
a. Pollutions opérationnelles	207
b. Immersion de déchets industriels.....	208
c. Pollutions accidentelles.....	209
2. Lutte contre les pollutions telluriques.....	211
B. La lutte globale contre la pollution des mers	213
1. Une synthèse de l'approche spécifique.....	213
a. Lutte contre les déversements venant de terre	214
I. Immersion de déchets en mer	214
II. Lutte combinée contre l'immersion des déchets en mer et contre les pollutions telluriques.....	215
b. Lutte contre la pollution par les navires.....	216
2. Un cadre global de préservation du milieu marin.....	222
a. Dispositions générales	222
b. Dispositions techniques	223
c. Réglementation de la lutte contre la pollution	223
d. Compétence des Etats concernés	225
I. Compétences de l'Etat du pavillon	226
II. Compétences de l'Etat côtier	227
III. Compétences de l'Etat du port.....	228
C. La lutte globale-régionale contre la pollution des mers	230
1. L'approche environnementaliste	231
a. La mer Baltique en danger	231
b. La modélisation du système.....	232
I. L'accord-cadre.....	233
II. Les protocoles additionnels	234
III. Les autres systèmes conventionnels qui suivent le modèle de Barcelone	238
2. La coopération en cas de situation critique.....	242
a. La circulation de l'information	243
I. Accès à l'information sur les systèmes nationaux	243
II. L'évaluation du risque	244
b. L'action concertée	244
I. Les procédures d'intervention.....	245
II. L'intervenant	245
III. Les forces d'intervention	246
III. La lutte contre la pollution des eaux continentales et accès à l'eau	247
A. Réglementation universelle	250
B. Réglementation régionale	254
1. Création d'un cadre régional pour l'Europe	255
2. Protocole de Londres sur l'eau et la santé	256
3. Législation communautaire	257
a. Directives ayant une portée générale	258
b. Directives établissant des normes de qualité.....	259

c. Stratégie pour le milieu marin.....	259
d. Normes d'émission.....	260
C. Réglementation par cours d'eau ou par bassin hydrographique.....	260
1. Développement institutionnel.....	261
2. Développement normatif.....	262
D. Deux études de cas.....	265
1. Le Rhin.....	265
2. Une affaire jugée par la Cour internationale de justice : le projet Gabcikovo-Nagymaros.....	275
IV. La lutte contre les détériorations de l'atmosphère et du climat.....	283
A. La protection de l'atmosphère contre la pollution.....	286
1. Principes généraux.....	286
2. Réglementation régionale.....	287
a. La pollution atmosphérique à longue distance.....	288
b. Accords bilatéraux.....	292
c. Réglementation relative à des polluants déterminés.....	292
3. Règles de la Communauté européenne.....	294
B. La protection de la couche d'ozone stratosphérique;.....	295
C. Les changements climatiques.....	298
Indications bibliographiques.....	307
CHAPITRE VIII – LA PROTECTION DU VIVANT.....	313
I. La protection classique de la vie sauvage.....	314
A. Conceptions fondamentales.....	314
B. Conventions mondiales envisageant des méthodes de protection particulières.....	317
1. La Convention concernant la protection du patrimoine mondial culturel et naturel.....	317
2. La Convention relative aux zones humides d'importance internationale.....	321
3. Le système du Traité sur l'Antarctique.....	325
a. Exploitation des ressources vivantes.....	327
1. La Convention pour la protection des phoques de l'Antarctique.....	327
II. La Convention sur la conservation de la faune et la flore marines de l'Antarctique.....	329
b. Exploitation des ressources non vivantes.....	330
c. Protection globale de l'environnement antarctique.....	332
4. La Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction.....	335
5. La Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage.....	342
6. La Convention des Nations unies sur le droit de la mer.....	345
a. Conservation des ressources biologiques.....	347
b. Gestion de la pêche.....	349

SOMMAIRE

C. Conventions régionales prévoyant des méthodes globales de conservation.....	352
1. La Convention pour la protection de la flore, de la faune et des beautés panoramiques naturelles des pays de l'Amérique	352
2. La conservation des ressources naturelles, de l'environnement et le développement durable en Afrique	354
a. La Convention africaine pour la conservation de la nature et des ressources naturelles de 1968.....	354
I. Mesures conventionnelles de conservation.....	354
II. Mise en œuvre et évolution.....	356
b. La Convention africaine sur les ressources naturelles, l'environnement et le développement de 2003.....	357
I. Les principes de la protection sont élargis	357
II. La promotion de la conservation et l'utilisation durable des ressources naturelles.....	358
III. L'harmonisation et la coordination des politiques.....	358
3. La Convention relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe	359
a. Mesures de protection.....	359
b. Dispositions institutionnelles.....	361
4. La Convention sur la protection de la nature dans le Pacifique sud	364
5. L'Accord de l'ASEAN sur la conservation de la nature et des ressources naturelles	365
6. La Convention Bénélux en matière de conservation de la nature et de protection des paysages.....	368
7. Le système conventionnel relatif à la protection des Alpes.....	370
8. Protection du bassin de l'Arctique.....	372
D. Réglementation internationale tendant à la conservation d'espèces ou de groupes d'espèces animales déterminées	375
1. La réglementation de la chasse à la baleine.....	375
2. La protection des phoques	379
3. La protection des oiseaux	383
a. La Convention pour la protection des oiseaux utiles à l'agriculture ..	383
b. La Convention internationale pour la protection des oiseaux.....	384
c. Règles communautaires	386
d. La globalisation de l'approche de la protection des oiseaux migrateurs	388
4. La protection des ours polaires	389
5. La protection de la vigogne	391
6. La protection des tortues marines	392
E. Méthodes de conservation.....	394
1. Interdiction de tout prélèvement.....	394
2. Interdiction de moyens déterminés de chasse ou de pêche.....	395
3. Périodes de fermeture de la chasse ou de la pêche	396
4. Création de zones de protection.....	396
5. Protection de l'habitat.....	397
6. Contingentement.....	399

7. Gestion d'écosystèmes	400
8. Réglementation du commerce des espèces sauvages.....	401
9. Le transport international des animaux.....	402
10. La lutte contre l'introduction d'espèces exotiques	403
11. Le contrôle des organismes génétiquement modifiés (OGM)	406
II. La protection de la diversité biologique	410
A. L'émergence conflictuelle d'un régime juridique	413
1. Le projet conservacionniste.....	414
2. Le projet tiers-mondiste.....	415
3. La Conférence des Nations unies pour l'environnement et le développement.....	416
4. La protection et la gestion conventionnelles de la diversité biologique	417
B. Le problème de l'accès aux gènes	422
Indications bibliographiques	425
CHAPITRE IX – CONTROLE DES SUBSTANCES ET DES ACTIVITES DANGEREUSES.....	431
I. Problématique.....	431
II. Les substances toxiques ou dangereuses	432
A. La production de substances chimiques	433
B. La commercialisation de substances chimiques	434
1. Règles générales	434
2. Commerce international	436
III. Les déchets toxiques ou dangereux.....	439
A. La gestion des déchets	442
1. Principes directeurs (Guidelines) adoptés par le PNUE	442
2. Dispositions adoptées par l'OCDE.....	443
3. Directives communautaires	444
B. Le flux transfrontalier des déchets toxiques ou dangereux.....	446
1. Principes généraux.....	448
a. Obligations générales des Etats.....	449
b. Modalités du transport international des déchets dangereux	451
c. Commerce avec les Etats tiers	452
d. Responsabilité et indemnisation des victimes de préjudice	452
2. Les dispositions communautaires.....	453
3. Autres instruments régionaux.....	455
C. Les navires en fin de vie	457
IV. Les radiations ionisantes.....	458
A. La réglementation adoptée par l'AIEA	459
B. L'accident de Tchernobyl et ses conséquences juridiques.....	461
V. Les déchets radioactifs	467
A. Gestion et élimination des déchets radioactifs.....	467
B. Mouvements transfrontières de déchets nucléaires.....	469

SOMMAIRE

VI. Les risques technologiques majeurs.....	470
Indications bibliographiques	475
CHAPITRE X – COMMERCE INTERNATIONAL ET ENVIRONNEMENT	477
I. Réglementation du commerce international d'éléments de la diversité biologique et de certaines substances	478
II. Libre-échange et protection de l'environnement.....	480
A. Mondialisation de la liberté des échanges	480
B. Zones régionales de libre-échange.....	486
C. Autres traités relatifs à la coopération économique	488
D. La très lente évolution dans le cadre de l'OMC	491
Indications bibliographiques	492
CHAPITRE XI – LES CONFLITS ET L'ENVIRONNEMENT	495
I. Activités militaires et conflits armés	495
II. Les conflits verts	499
III. Les migrants écologiques.....	502
Indications bibliographiques	505
CHAPITRE XII – LA RESPONSABILITE INTERNATIONALE ET LA REPARATION DES DOMMAGES A L'ENVIRONNEMENT	507
I. La responsabilité internationale	507
A. Problématique.....	508
1. Le lien de causalité	509
2. Identification de l'auteur de la pollution	510
3. Dommage subi et chiffré	511
4. Fondement juridique de la responsabilité	514
5. La protection diplomatique.....	515
a. Lien de nationalité.....	516
b. Epuisement des voies de recours internes.....	517
B. Pratique internationale.....	519
II. Le problème de l'indemnisation des victimes	523
A. Indemnisation des victimes en droit international privé.....	523
1. Compétence judiciaire	523
2. Loi applicable	525
3. Exécution des jugements étrangers.....	526
B. Règles spéciales d'indemnisation	527
1. Solutions conventionnelles	527
a. Convention de Bruxelles de 1969	528
b. Le Fonds d'indemnisation (FIPOL).....	530
c. Accords transitoires d'indemnisation.....	532
d. Convention SNPD	533
e. Indemnisation des dommages survenus à terre.....	535

DROIT INTERNATIONAL DE L'ENVIRONNEMENT

2. Solutions en dehors de règles conventionnelles	536
a. Le cas de l'Amoco Cadiz.....	536
b. Le cas de l'Erika.....	540
III. Quelles directions pour les règles de responsabilité et d'indemnisation en droit international ?.....	542
1. Responsabilité environnementale en droit communautaire	543
2. La réparation du préjudice écologique	545
3. La responsabilité pénale des individus	546
Indications bibliographiques.....	549
CONCLUSIONS	553
TABLE CHRONOLOGIQUE DES TRAITES ET DES INSTRUMENTS NON OBLIGATOIRES LES PLUS IMPORTANTS	557
INDEX ALPHABETIQUE.....	579